

Elections tibétaines : urnes confisquées au Népal

Le dimanche 3 octobre, les Tibétains de la diaspora étaient appelés à choisir leurs candidats au poste de premier ministre du gouvernement en exil ainsi que des députés du Parlement en exil.

Peu de temps avant la clôture des bureaux de vote à Kathmandou, une cinquantaine de policiers armés y a fait irruption et confisqué une vingtaine d'urnes contenant des milliers de bulletins et les a emportées dans un lieu secret. Certaines personnes ont été brutalisées et les autres consternées n'ont rien pu faire pour empêcher l'arrêt d'un processus démocratique qui avait pourtant – comme lors des élections précédentes – été autorisé par les autorités népalaises.

Cette intervention brutale fait suite à la visite d'une haute délégation chinoise qui s'est déclarée satisfaite de la politique de vigilance du gouvernement népalais à l'égard des Tibétains (environ 20.000 réfugiés), et pour cause : un accord venait d'être signé entre les deux pays pour créer un pôle d'échanges d'informations sur les activités antichinoises. En d'autres termes, depuis l'arrivée au pouvoir des maoïstes, le Népal écoute encore plus attentivement son puissant voisin lui demandant d'interdire toute activité politique des Tibétains, qui sont effectivement de plus en plus souvent menacés d'expulsion ou d'arrestation.

Cette situation est très préoccupante à plusieurs titres : alors que les élections s'étaient bien déroulées partout ailleurs, notamment en Inde et au Bhoutan, l'ensemble du processus est bloqué puisque les candidats sont les mêmes (impossible de procéder au deuxième tour sans avoir les résultats complets du premier). Le risque de fraude est évident, d'autant plus qu' onze jours après, les pressions exercées au niveau politique n'ont pour l'instant abouti à rien. Enfin, il y a une réelle mise en danger pour les électeurs tibétains dont l'identité a été saisie et pour leurs familles restées au Tibet.

*Les Amis du Tibet, Luxembourg* poursuivent donc leurs démarches au niveau politique mais comptent aussi sur les médias pour dénoncer cette violation des droits démocratiques fondamentaux et réclamer la restitution des urnes. A défaut, le boycott des touristes occidentaux dans un pays où les treks représentent une importante source de devises sera la seule façon pour les citoyens de s'opposer à l'inacceptable. Nous espérons ne pas devoir en arriver là, car cela en dirait long sur notre impuissance ou notre indifférence.